

Budget du Québec 2009-2010

Outils d'analyse et d'évaluation du budget

Présentation

Le budget du gouvernement du Québec, c'est beaucoup de chiffres. Pourtant, c'est possible de le comprendre et ça en vaut la peine, car il a un effet direct sur la manière dont nous allons vivre ou pas la solidarité entre nous. L'État a trois missions fondamentales : la redistribution de la richesse, les services publics et le développement. Ces trois missions influencent autant les revenus que les dépenses. Dans un contexte de crise économique, il faut faire attention aux solutions qui ne prennent pas en considération le mieux-être de l'ensemble des citoyenNEs, particulièrement ceux et celles qui vivent en situation de pauvreté.

Un piège à contribuables

La ministre des Finances du Québec, Monique Jérôme-Forget, a proposé des consultations prébudgétaires en ligne. Les choix de réponse de cette consultation tendaient un piège dans lequel les QuébécoisEs ne peuvent se permettre de tomber !

Finances
Québec

Consultations prébudgétaires 2009-2010
Soutenir les emplois et préparer la relance

Question 3

B. Pour atténuer les impacts de la crise économique sur les finances publiques du Québec, quels gestes devraient être prioritaires par le gouvernement?
(Classer dans l'ordre selon vos priorités)

- Réduire les dépenses dans certains programmes et services Veuillez choisir...
- Augmenter la tarification de certains services publics Veuillez choisir...
- Suspendre les versements au [Fonds des générations](#) Veuillez choisir...

Enregistrer ma réponse
et continuer

1- La majorité des économistes reconnaissent que l'augmentation des dépenses publiques représente l'une des meilleures solutions face à la crise. Couper dans les services à la population n'est jamais une bonne idée; c'est encore plus vrai dans le contexte actuel.

2- Augmenter la tarification nuit à la reprise économique puisqu'elle affecte le pouvoir d'achat de la grande majorité de la population. En plus, une hausse des différents tarifs a généralement plus d'impacts sur le revenu des personnes en situation de pauvreté, créant plus d'inégalités dans la société québécoise.

3- Le Fonds des générations est destiné au remboursement de la dette à long terme. Suspendre les versements, c'est se donner une marge de manoeuvre afin de relancer l'économie et traverser la crise. Poursuivre les versements risquerait de limiter les dépenses de programmes et réduire la taille de l'État.

La réduction des dépenses
et la hausse des tarifs sont
nettement des «solutions» au
détriment des personnes en
situation de pauvreté.



Des repères vers un Québec sans pauvreté

Voici trois séries de repères qui pourront vous aider dans votre analyse du budget. Il s'agit de la campagne **MISSION COLLECTIVE**, une liste de mesures urgentes et la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

1- MISSION COLLECTIVE: bâtir un Québec sans pauvreté

Afin d'indiquer au gouvernement le chemin à suivre, le Collectif pour un Québec sans pauvreté a mené cette année la campagne **MISSION COLLECTIVE**. Elle met de l'avant trois principes qui forment un tout pour avancer vers un Québec sans pauvreté:

- toutes les personnes doivent avoir accès à des services publics universels de qualité;
- le travail à temps plein au salaire minimum doit faire sortir de la pauvreté;
- les protections publiques doivent garantir un revenu assurant la dignité et la santé des personnes (au moins la Mesure du panier de consommation ou MPC).

2- Des mesures urgentes

De façon urgente, il y a plusieurs mesures que le gouvernement doit mettre en oeuvre pour avancer vers un Québec sans pauvreté

- Appauvrissement zéro du cinquième le plus pauvre de la population. Établir des mesures pour compenser les hausses de tarifs;
- Barème plancher à l'aide sociale, qui mettrait fin à la catégorisation des personnes et établirait la prestation au niveau de la solidarité sociale;
- Élimination de toutes les coupures à l'aide sociale;
- Gratuité des médicaments pour toutes les personnes gagnant moins que la mesure MPC;
- Exemption de la pension alimentaire reçue pour un enfant dans le calcul du revenu d'un parent à l'aide sociale ou à l'aide financière aux étudiantEs;
- Accroissement du parc de logements sociaux;
- Mesures d'aide à la formation, à l'insertion et à l'emploi;
- Équité en emploi : des conditions équivalentes, quel que soit le statut d'emploi;
- Hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique;
- Adoption d'une politique en itinérance.



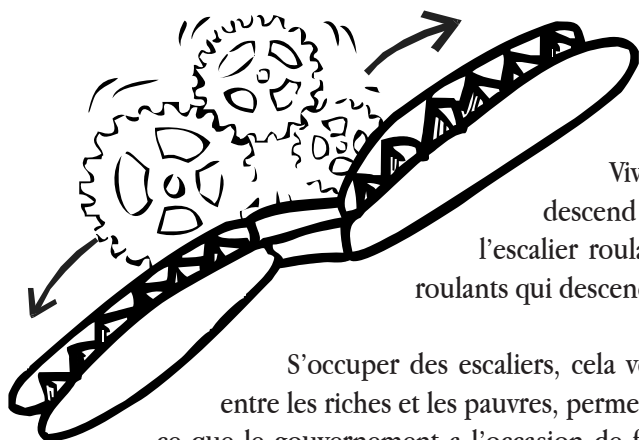
3- La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale

La *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en décembre 2002, prévoit une action permanente et continue en direction d'un Québec sans pauvreté. Elle impose de rejoindre d'ici 2013 les rangs des nations industrialisées où il y a le moins de personnes pauvres. Depuis, l'action gouvernementale a entraîné des avancées pour les familles, mais a laissé reculer la situation des personnes seules. D'un point de vue général, le gouvernement est dans l'obligation d'appliquer la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Elle a cinq buts :

- Promouvoir le **respect** et la protection de la **dignité** des personnes en situation de pauvreté et lutter contre les préjugés à leur égard;
- Améliorer la **situation économique et sociale** des personnes et des familles qui vivent dans la pauvreté et qui sont exclues socialement;
- Réduire les **inégalités** qui peuvent nuire à la cohésion sociale;
- Favoriser la **participation** des personnes et des familles en situation de pauvreté à la vie collective et au développement de la société;
- Développer et renforcer le sentiment de **solidarité** dans l'ensemble de la société québécoise, afin de **lutter** collectivement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.



Un budget, ça agit sur les escaliers roulants!



Il y a quelques années, lors d'une activité, des personnes en situation de pauvreté ont fait cette comparaison : «Notre société est comme un palier duquel partiraient un escalier roulant qui monte vers le haut et un escalier roulant qui descend vers le bas.

Vivre la pauvreté au Québec, c'est être en bas de l'escalier roulant qui descend et se faire dire «Monte!» par des gens en train de monter dans l'escalier roulant qui monte. Au lieu de nous faire monter dans des escaliers roulants qui descendent, occupez-vous donc des escaliers.»

S'occuper des escaliers, cela veut dire empêcher les inégalités d'augmenter, réduire les écarts entre les riches et les pauvres, permettre à ces derniers d'emprunter l'escalier roulant qui monte. C'est ce que le gouvernement a l'occasion de faire avec son budget en choisissant comment aller chercher ses revenus et comment les dépenser. Autrement dit, un budget c'est comme les engrenages que le gouvernement met en place pour s'occuper des escaliers. Des escaliers dont il faut d'autant plus s'occuper en temps de crise économique.

Régler la crise d'avant la crise

Il y avait déjà une crise avant la crise : les personnes en situation de pauvreté nous le disent. Vivre la pauvreté, c'est vivre en état de crise constante et quotidienne. Cette crise-là est ignorée, niée. C'est une crise permanente. La crise économique actuelle risque d'amplifier la croissance des inégalités et la pauvreté. Ces dernières années, les gouvernements québécois ont pris des décisions qui ont agrandi les écarts entre les plus riches et les plus pauvres. Seulement depuis l'an 2000, l'État québécois s'est volontairement dépouillé d'au moins 5,8 milliards de dollars annuellement. Ce manque à gagner a évidemment des impacts directs sur les services et les transferts. Pendant ce temps, les ménages riches sont devenus plus riches, les possibilités de mobilité sociale se sont réduites et les pouvoirs publics ont failli à leur devoir de redistribution.

Le prochain gouvernement devra favoriser une économie vitale, c'est-à-dire une économie axée sur le droit des personnes à une vie digne et à la couverture de leurs besoins essentiels. Les moyens pour y arriver sont connus et réalistes. Il est possible d'améliorer les revenus des quintiles les plus pauvres de la population avant ceux du quintile le plus riche, chez qui la couverture des besoins est amplement assurée. Un dollar additionnel n'a pas le même effet dans toutes les mains : dans celles d'une personne en situation de pauvreté, il sert à acheter des biens nécessaires et utiliser des services de base. C'est un dollar vital. Les dollars vitaux sont des dollars locaux : dépensés localement, ils tourneront plusieurs fois dans l'économie québécoise, favorisant la relance économique et la création d'emplois.

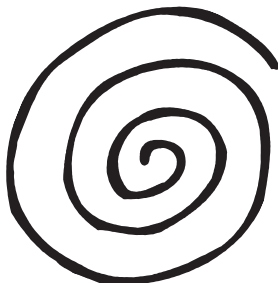
Cette crise est un rappel à l'ordre. Il faut que le politique reprenne le pas sur l'économique: le gouvernement doit agir pour réorienter l'économie. L'État doit avoir les ressources nécessaires, en revalorisant l'impôt comme outil collectif de justice sociale; il faut assurer et développer les services publics; il faut mieux répartir la richesse à la source en rétribuant le travail plus justement; il faut assurer des soutiens au revenu par une redistribution équitable des inégalités de richesse.

Il est essentiel de mettre en place des solutions respectueuses des droits humains, sans nous laisser impressionner par les pouvoirs qui prétendent ne pas avoir les moyens de lutter contre la pauvreté, ici, maintenant. Il n'y aura pas de véritable sortie de crises sans élimination de la pauvreté.





Trois outils pour analyser et évaluer le budget en fonction de la lutte à la pauvreté



Présentation et mode d'emploi

Voici trois outils pour analyser et évaluer le budget en fonction de la lutte à la pauvreté. Ils peuvent être utilisés de différentes façons, ensemble ou séparément, dépendamment de vos besoins et de la profondeur d'analyse que vous désirez exercer. Référez-vous aux pistes vers un budget sans pauvreté (**page 2, encadrés 1, 2 et 3**) pour vous aider à répondre aux questions posées dans les outils.

Outil A Des engrenages qui...

Voici un outil qui permet de cocher les différentes mesures présentes dans le budget du Québec. Par la suite, il est possible de voir en un coup d'oeil les mesures qui ont comme effet d'augmenter les écarts, celles qui génèrent de l'égalité et celles qui améliorent les conditions de base. Remplir cet outil nous montre la direction générale qu'emprunte le budget.

Outil B Les 8 zones d'impact

Une grille qui regroupe les 8 zones dans lesquelles un budget a de l'impact. Elle sert à développer une analyse plus en profondeur du budget. Il s'agit de classer les mesures annoncées dans la rubrique qui leur correspond. Ce travail effectué, les orientations du gouvernement et les tendances lourdes qu'il entend mettre de l'avant durant l'année apparaissent plus aisément. Il devient aussi possible de comparer les énergies et les investissements mis dans les diverses zones.

Outil C Alors, quelle est votre évaluation ?

Un outil d'évaluation plus simple pour dégager un bilan rapide du budget. Référez-vous aux repères vers un Québec sans pauvreté (**page 2, encadrés 1, 2 et 3**) et aux textes sur les escaliers roulants et la crise (**page 3**) afin de répondre aux questions.



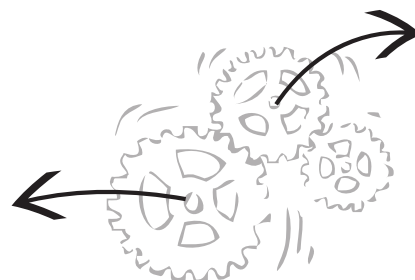
Outil A

Des engrenages qui...

D'un côté, il y a des engrenages qui augmentent les écarts entre riches et pauvres...

Pour éliminer la pauvreté, le gouvernement devrait commencer par éviter d'augmenter les écarts dans la société. Dans un budget, il y a plusieurs dispositions qui ont pour effet d'augmenter les écarts de richesse.

- ☐ Baisses d'impôts des particuliers
- ☐ Réduction des impôts et des charges des entreprises
- ☐ Tarifications
- ☐ Paiement de la dette
- ☐ Partenariats privé-public
- ☐ Réduction de la taille de l'État
- ☐ Autre : _____



... il y a des engrenages qui génèrent de l'égalité dans la société...

Il y a des mécanismes sociaux que notre société s'est donné et qui ont pour effet de créer de l'égalité entre nous. Bien souvent, nous pensons aux services publics accessibles à toutEs. Ici, ce n'est pas le fait d'être pauvre, dans la classe moyenne ou d'être riche qui compte, on part du principe que les êtres humains sont égaux.

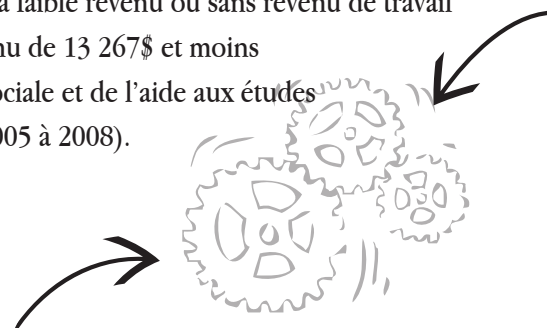
- ☐ Plus grande accessibilité à l'éducation
- ☐ Amélioration des services de santé
- ☐ Conciliation travail-famille et amélioration du réseau de garderies
- ☐ Respect et protection de l'environnement
- ☐ Développement de l'économie sociale et solidaire
- ☐ Mesures favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes
- ☐ Autre : _____



...il y a des engrenages qui réduisent les écarts en améliorant les conditions de base

Tant que les besoins essentiels ne sont pas couverts dans les protections sociales, on condamne des gens à vivre dans le rouge, en marge du reste de la société. Il faut des mesures immédiates qui font avancer vers un Québec sans pauvreté, ici et maintenant (page 2, encadré 2).

- ☐ Augmentation du revenu disponible des personnes à l'aide sociale, aux études et des travailleurEs à faible revenu
- ☐ Augmentation des crédits d'impôt remboursables pour les personnes à faible revenu ou sans revenu de travail
- ☐ Gratuité des médicaments prescrits pour les personnes ayant un revenu de 13 267\$ et moins
- ☐ Exclusion des pensions alimentaires pour enfant du calcul de l'aide sociale et de l'aide aux études
- ☐ Réparation des reculs à l'aide sociale (dont les demi-indexations de 2005 à 2008).
- ☐ Formation, insertion et accès à l'emploi
- ☐ Logement social
- ☐ Financement de l'action communautaire
- ☐ Autre : _____





Outil B

Les 8 zones d'impact

Les mesures annoncées

Les revenus des personnes

À surveiller :

Baisses d'impôt, crédits d'impôt, déductions
(attention à la déduction pour frais d'emploi)
Allocations, transferts divers, indexations
Taxes à la consommation
Traitement des pensions alimentaires

Les programmes du gouvernement

À surveiller :

Santé, gratuité des médicaments
Éducation, aide aux étudiants
Aide sociale, solidarité sociale, Alternative Jeunesse
Logement social
Transport en commun
Garderies
Environnement
Financement du communautaire
L'aide aux familles
Maintien à domicile des personnes âgées

Les revenus des entreprises

À surveiller :

Impôts divers
Augmentation / réduction des charges

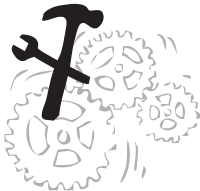


L'économie et l'emploi À surveiller : Économie sociale Équité salariale et équité en emploi Formation, insertion et accès à l'emploi Conciliation travail/famille Développement local et régional Déréglementation	
Les revenus du gouvernement À surveiller : Baisses ou hausses d'impôt Tarifications Transferts fédéraux	
Le fonctionnement de l'État À surveiller : Répartition entre niveaux de gouvernements Partenariats public/privé Réduction de la taille de l'État	
Le paiement de la dette À surveiller : Remboursements prévus Fonds des générations	
L'équilibre du budget À surveiller : Déficit zéro?	



Outil C

Alors, quelle est votre évaluation ?

	OUI	NON
Ce budget réduit-il les écarts entre riches et pauvres (page 3)?		
Ce budget avance-t-il dans le sens de la campagne <i>MISSION COLLECTIVE: bâtir un Québec sans pauvreté</i> (page 2, encadré 1)?		
Ce budget applique-t-il l'esprit de la <i>Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale</i> (page 2, encadré 3)? Fait-il avancer vers un Québec sans pauvreté et riche de tout son monde?		
Qu'apprend-on de cette analyse? Que faudrait-il faire pour avancer davantage? Que suggérez-vous? 		

**Selon vous, y'a-t-il une phrase,
une citation ou une image qui caractérise ce budget?**

